



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Bourgogne-Franche-Comté

**Décision de la Mission régionale  
d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas sur l'élaboration  
du zonage d'assainissement de la commune de Cézia (39)**

n°MRAe 2016 KPBFC 10

**Décision après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement**

La mission régionale d'autorité environnementale,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4 à L.122-12 et R.122-17 à R.122-24 relatifs à l'évaluation environnementale de certains plans et documents ayant une incidence notable sur l'environnement ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable qui définit les règles générales de fonctionnement des MRAe ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale Bourgogne-Franche-Comté en date du 23 juin 2016 portant délégations pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement (examens au « cas par cas ») ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° FC-2016-513 reçue le 01 juin 2016, portant sur l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Cézia;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 01 juillet 2016 ;

Vu l'avis de la Direction départementale des Territoires du Jura en date du 01 juillet 2016 ;

**1. Caractéristiques du document :**

Considérant que le document consiste en l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Cézia, qui comptait 65 habitants en 2013<sup>1</sup> ;

Considérant qu'il relève de la rubrique n°4 du II de l'article R.122-17 du code de l'environnement soumettant à l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale les zonages d'assainissement prévus aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales;

Considérant la situation actuelle qui se présente ainsi :

- l'ensemble de la commune est en assainissement autonome ; moins de 30 % des installations contrôlées par le SPANC disposent d'une filière complète ;
- la commune ne dispose pas de document d'urbanisme ;

Considérant que la commune, envisage de retenir un zonage d'assainissement non collectif sur l'ensemble de son territoire ;

---

1 Données INSEE.

## **2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :**

Considérant l'absence d'enjeu sanitaire particulier sur le territoire communal ;

Considérant la présence de zonages environnementaux sur le territoire communal, à savoir 2 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I et une ZNIEFF de type II, les deux sites Natura 2000 homonymes « Petite montagne du Jura », relevant des directives Habitats, faune et flore, et Oiseaux ainsi que d'une zone humide pouvant présenter des sensibilités vis-à-vis des rejets d'effluents ;

Considérant qu'au regard de ces sensibilités, le projet de zonage n'apparaît pas susceptible d'impact négatif notable sur les milieux récepteurs par rapport à la situation actuelle ; à noter toutefois la nécessité de poursuivre la mise en conformité des installations autonomes ;

### **DECIDE**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de zonage d'assainissement de la commune de Cézia n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la deuxième section du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

#### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122.18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

#### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

***Fait à Dijon, le 28 juillet 2016***

***pour la Mission Régionale d'Autorité Environnementale et par délégation***



**Hubert GOETZ**

## **Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux.

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision. Il doit être adressé à :

Monsieur le président la mission régionale d'autorité environnementale  
MRAe Bourgogne Franche – Comté  
MIGT 6 – Lyon  
144 rue Garibaldi  
69 006 Lyon